SOUVENIRS ET REALITES

suite de "et maintenant que faire ?"



par Arthur Notebart

député - maire de lomme
président de la communauté urbaine de lille
membre du comité directeur

Coll. Fondation Jean Jaurès

SOUVENIRS ET REALITES

suite de "et maintenant que faire ?"

par Arthur Notebart
député-maire de lomme
président de la communauté urbaine de lille
membre du comité directeur

A MES CAMARADES DU PARTI SOCIALISTE

Fin 1978, après l'échec des élections législatives de 1978 qui ont vu voler en éclat le programme commun de la gauche et apportait aux travailleurs la désillusion, je dédiais une petite brochure aux membres du Parti Socialiste. Le titre de celle-ci : "ET MAINTENANT, QUE FAIRE ?".

J'aurais souhaité qu'il y ait remords de la part des responsables de cet échec, le Parti Communiste et j'avais alors, dans cette brochure, repris un certain nombre de points que je posais en interrogation, notamment, le P.C. doit aller plus loin dans sa condamnation des Pays de l'Est. J'avais toutefois indiqué dans cette brochure :

Coll. Fondation Jean-Jaurès

UN CONSTAT PERMANENT

Il n'en est pas moins vrai que les prises de positions du P.C.F. en matière de politique étrangère servent "objectivement", pour reprendre le langage communiste, l'Union Soviétique, qu'il s'agisse de la destabilisation de l'Afrique ou du problème de la construction européenne.

Les élections européennes se sont déroulées ; l'attitude du P.C. a aggravé nos rapports.

J'avais évoqué la 14e condition du Congrès de Tours imposée par l'U.R.S.S. au P.C. :

TEXTE DE LA XIVe CONDITION

"Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale communiste est obligé de porter, sans répit, assistance à toute république soviétique dans sa lutte contre les forces contre-révolutionnaires. Les partis communistes doivent mener une propagande nette pour empêcher le transport des munitions de guerre aux ennemis de la République des Soviets. De plus, par tous les moyens, légalement ou illégalement, ils doivent faire de la propagande parmi les troupes expédiées pour étrangler les Républiques soviétiques".

14e condition qui est à la base de bien des engagements du P.C.F. aux côtés de l'U.R.S.S., des purges staliniennes à l'acceptation de l'invasion de la Hongrie en 1956, en passant par la défense du pacte germano-soviétique.

LES VRAIES RAISONS DE LA SCISSION OUVRIÈRE

La scission de 1920 a donc eu un objectif national russe. Ses conséquences à ce sujet doivent-elles encore se faire sentir ? Si l'on en croit les affirmations d'indépendance à l'égard de l'U.R.S.S., il y a, dans ce domaine, contradiction. Si le P.C.F. veut être puissant

Coll. Fondation Jean-Jaurès

électoralement, il doit jouer le jeu de l'indépendance et le montrer par des déclarations condamnant certains aspects du régime soviétique, mais la défense des acquis qu'il qualifie de socialistes en U.R.S.S. l'amène à garder fondamentalement des liens avec la politique étrangère soviétique.

Les positions nationalistes du P.C.F. lui servent à la fois à montrer de l'indépendance vis-à-vis des pays de l'Est, mais surtout à entraver la construction politique de l'Europe gênante pour l'U.R.S.S. depuis sa construction, ce qui n'a fait que se renforcer par le partage du monde en 2 puissances à Yalta.

Ne serait-ce pas là l'explication et la seule de l'échec de mars 1978 ? Echec voulu par le P.C. par raison ou obligation ?

J'avais alors interrogé : ET MAINTENANT, QUE FAIRE ?, posé les questions :

Le Pouvoir, pour quoi faire ? Quelle société ? Comment ?

Tel est le débat qui doit s'engager entre tous ceux qui se réclament du socialisme.

Certains refuseront peut-être de s'engager dans ce type de débat affirmant qu'il est inutile ou qu'il serait trop long à aboutir. Peut-être penseront-ils qu'il vaut mieux évacuer les problèmes qui ont, un jour, séparé le mouvement ouvrier, mais ne retenir que ce qui unit pour taire ce qui divise n'a jamais constitué une méthode pour régler les querelles. La politique de l'autruche, pas plus que l'impatience n'ont pu éliminer les divisions.

Ainsi, ces réflexions posent le problème de savoir si le P.C. a fondamentalement changé, alors qu'il se montre toujours appuyé sur le centralisme démocratique, la volonté d'une position dominante sur le terrain, et l'alignement objectif sur l'U.R.S.S. Il faut organiser la querelle "au-delà des tactiques électorales". Organiser la querelle, c'est d'abord la placer en hibernation par un pacte de non-agression et une unité d'arbitrage qui rendront à la Gauche unie sa crédibilité et d'abord la nôtre.

A cette question de pacte de non-agression, position reprise par le Parti à Metz, le citoyen Georges MARCHAIS, lundi 23 avril 1979, y répondait sur Antenne 2 en déclarant :

"Nous ne voyons pas la nécessité d'un pacte de non-agression, pour une bonne raison, c'est que jamais nous n'agressons le parti socialiste, pas plus que nous ne nous posons en situation d'agresseur à l'égard de qui que ce soit."

Il y a de quoi rire ou sourire lorsque l'on vient de vivre les événements derniers en ce qui concerne la fidélité du P.C. à l'U.R.S.S., les agressions du citoyen MARCHAIS de Moscou à l'égard du P.S. et de JOXE ainsi que les agressions de plus en plus fréquentes depuis cette période.

Il est des hommes que l'audace ne gêne pas.

SOUVENIRS

Eh bien, puisqu'il faut parler de souvenirs, allons-y. Nous allons en rappeler quelques-uns pour démontrer l'acrobatie permanente de ce parti.

D'abord la scission ouvrière exécutée et réalisée sur la consigne de MOSCOU. Qui se rappelle des Secrétaires Nationaux de l'époque du Parti Communiste ? Il y aurait beaucoup à dire là-dessus en allant de FROSSARD et à tous ceux qui l'ont habité, les LAVAL, les DORIOT et les autres. Mais que disait l'internationale communiste au lendemain de la scission ouvrière en France ?

Le 13 janvier 1921, le bulletin communiste déclare :

"Les communistes ne jugent pas la scission néfaste. Ils la considèrent comme nécessaire et bienfaisante."

Ils la considèrent comme nécessaire et bienfaisante, alors les agressions allaient commencer à l'endroit du Parti Socialiste. Nous allons connaître la tactique du front unique, la tactique de la classe contre classe, la tactique de la volaille à plumer. Quelques souvenirs, quelques citations.

Au Congrès de Lille, Pierre SEMART déclare :

"Nous n'avons pas assez mordu sur l'aile gauche du Parti Socialiste ; c'est là une question de tactique qu'il nous faudra examiner très sérieusement avec la question du front unique".

Un peu plus tard, c'est ZINOVIEV :

"La tactique du Front unique est simplement pour l'Internationale communiste une méthode d'agitation et de mobilisation des masses. Aussitôt que vous aurez conquis la grande majorité des salariés, nous cesserons sans délai de poursuivre la tactique du Front unique".

C'est à nouveau Pierre SEMART :

"Si, dans un pays quelconque, on demandait aux prolétaires qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires, s'ils sont pour ou contre l'Unité, ils se prononceraient tous pour l'Unité. Serions-nous assez bêtes pour ne pas en profiter pour battre les dirigeants social-démocrates ?"

C'est le capitaine TREINT :

"Dans la tactique du Front unique, nous nous rapprochons et nous nous éloignons alternativement des réformistes comme la main se rapproche et s'éloigne de la volaille à plumer".

Puis les consignes du P.C. pour l'application de cette tactique :

"Chaque fois que vous proposerez le Front unique aux réformistes, ne manquez pas de leur présenter une ou deux conditions inacceptables pour eux, de façon à pouvoir les dénoncer ensuite comme les adversaires de l'Unité".

En 1931, le 22 décembre, Maurice THOREZ :

"Il faut frapper plus fort sur le Parti socialiste et sur ses chefs, tout en s'efforçant de gagner à nous les ouvriers socialistes".

A la veille des élections de 1932, dans l'Humanité le 13 mars, le rapport politique de Maurice THOREZ :

"Il faut porter le coup principal contre les partis de gauche et particulièrement contre le parti socialiste dont la tâche est de freiner la poussée des masses pour vaincre la bourgeoisie capitaliste, l'ennemie principale, il faut donner le coup le plus rude à son principal soutien social, à notre adversaire le plus dangereux dans les rangs de la classe ouvrière : la social-démocratie".

Ce sont alors les résultats de ces élections dans lesquelles nous constatons alors combien de camarades ont été battus dans la région parisienne, dans les Ardennes, dans l'Eure, dans la Haute-Garonne, dans la Seine ou l'Oise et la Seine et Marne, l'Isère, la Haute-Vienne, la Somme, LEBAS à ROUBAIX, etc.; le P.C. avait réussi son coup, à savoir : assurer le succès de la Droite.

Dans son rapport au Comité Central, Maurice THOREZ, le 24 janvier 1934 à la veille du 6 février :

Nous ne recherchons en aucun cas un accord avec la direction du Parti Socialiste que nous considérons à juste titre comme un ennemi".

Le 11 février 1934, c'est-à-dire la veille du 12 février, au cours duquel le peuple unanime a fait barrage au fascisme, l'Humanité écrivait :

"La classe ouvrière condamnera et rejettera avec dégoût les chefs socialistes qui ont le cynisme et l'audace de prétendre entraîner les ouvriers à la lutte contre le fascisme au chant de "La Marseillaise" et de "L'Internationale".

Le 13 février 1934, c'est toujours Maurice THOREZ qui continue en indiquant :

"Tous les bavardages sur le mariage entre communistes et socialistes sont foncièrement étrangers à l'esprit du bolchévisme, nous ne voulons pas nous unir avec la social-démocratie ; on ne marie pas l'eau et le feu, il n'y a rien de commun entre nous".

Et le 1er avril 1934 :

"Comment peut-on lutter pour le pouvoir en commun avec le Parti socialiste ? Le Parti socialiste veut sauver la République. Au contraire, le Parti communiste lutte pour le pouvoir des Soviets."

Oui, les Soviets partout.

Le 20 avril, c'est GITTON :

"La lutte contre la bourgeoisie et la réalisation du front unique de lutte exige un combat acharné contre la social-démocratie, principal soutien de la bourgeoisie".

Pour en arriver quand même au pacte d'unité d'action signé le 27 juillet 1934, ceci s'est déroulé toujours dans le même esprit avec bien entendu les agressions permanentes ; février 35 dans les cahiers du bolchevisme nous lisons :

"Nous ne poursuivons pas seulement un objectif de défensive, mais encore une tâche offensive... Or, nous pourrons atteindre ce but, non en faisant bloc avec la Social-Démocratie, mais en la combattant.

Il s'ensuit que la lutte en front uni ne peut amener les masses social-démocrates et sans-parti aux combats pour le pouvoir soviétique qu'à la condition que les communistes, au cours de la lutte en front uni, gagnent la majorité de la classe ouvrière et liquident l'influence de la Social-Démocratie".

Y a-t-il quelque chose de changé, camarades qui me lisez ?

Puis petit à petit la période de 1935, le serment du Front Populaire.

1936 où le Parti Communiste préfère refuser de prendre ses responsabilités dans le gouvernement estimant qu'il était plus facile de procéder à un soutien par les cris de "Blum à l'action" et qui se terminait dans cette région du Nord que je connais bien aux deuxièmes grèves du textile en 1936 en septembre par des cris de "Salengro au poteau".

Voilà quelques images de cette époque.

FIDÉLITÉ A L'U.R.S.S.

Maurice THOREZ, Humanité du 29 novembre 1937, chez Renault :

"En ce qui concerne l'attitude envers l'Union soviétique considérée comme "Pierre de touche" permettant de vérifier la bonne foi et l'honnêteté de chaque militant du mouvement ouvrier, de chaque parti ouvrier et de chaque organisation de travailleurs.", il me semble également que DIMITROV a parfaitement raison.

L'Union soviétique, pays de la construction socialiste, pays de la plus large démocratie, pays du progrès inouï dans tous les domaines de la production économique, scientifique et culturelle, l'Union soviétique, rempart de la paix dans le monde, est aimée par tous les travailleurs, par tous les démocrates honnêtes dans la mesure où elle est haïe par les exploiteurs et les fascistes de tous les pays. N'est-il pas juste que chaque militant ouvrier soutienne de tout son cœur, de toutes ses forces, l'Union soviétique car selon l'ardente parole de GUESDE, à la veille de sa mort, "il faut monter la garde autour de la révolution russe".

Non seulement on a l'audace de préciser comment on conçoit l'unité mais on commet l'escroquerie la plus immonde en essayant de démontrer que Jules GUESDE était solidaire de leur tactique.

Voici ce que Jules GUESDE disait sur son lit de mort :

"Comment pourrais-je "adhérer" à des "thèses" qui dans ce qu'elles ont de socialiste et de révolutionnaire ont été miennes de tout temps et que LENINE et TROTSKY - qui prétendent les imposer - ne m'ont "empruntés" que pour les dénaturer et les trahir et en faire autant d'armes aux mains de l'ennemi ?"

LENINE et TROTSKY, où sont ces hommes ? L'un est mort, l'autre a été assassiné par les bolchéviques il suffit d'évoquer sa mémoire en Union Soviétique pour voir avec quelle facilité on peut gommer l'histoire.

Mai 1935, Pierre LAVAL arrive à MOSCOU pour traiter avec la Russie. Le 15 mai un communiqué officiel, déclarait :

"STALINE comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité".

Le P.C. s'aligne en pleine campagne contre les 2 ans, un virage avec les autres.

Maurice THOREZ, le 24 mai 1935, dans l'Humanité :

"Les dangers qui menacent l'Union Soviétique sont graves. Elle est menacée à l'Ouest par le fascisme hitlérien qui essaie d'entraîner à sa suite le fascisme polonais et à l'Est par le Japon impérialiste.

Si dans ces conditions, une guerre contre l'Union Soviétique éclatait et si, à côté de l'Union Soviétique, pour des intérêts quelconques, il se trouve un État impérialiste, la guerre n'est pas une guerre de deux camps impérialistes, car il serait monstrueux de considérer comme un camp impérialiste le camp où se trouve le pays du socialisme, le pays de la classe ouvrière.

Et ici, je réponds à une question qui m'a été posée.

Alors, dans une telle guerre déclenchée par Hitler contre l'U.R.S.S. appliqueriez-vous votre mot d'ordre : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ?

Eh bien ! non, parce que dans une telle guerre, il ne s'agit pas d'une guerre impérialiste entre deux impérialismes, il s'agit d'une guerre contre l'Union Soviétique".

LE PACTE DE LA TRAHISON

Prisonnier, évadé et résistant, je sais que l'Union Soviétique a payé cher le prix de la guerre mais je sais aussi que le 23 août 1939 un pacte a été signé alors entre l'Union Soviétique et HITLER. Voici ce que nous trouvons dans l'Humanité du 25 août 1939, page 3 :

DÉFENDRE ET PRÉSERVER LA CAUSE DE LA PAIX

Moscou, 24 août. - De l'Agence Tass :

Les Izvestia et la Pravda consacrent des éditoriaux au pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Les Izvestia écrivent :

Dans son rapport historique au 18e Congrès du Parti Communiste d'U.R.S.S., STALINE, dressant le bilan de la partie politique du rapport, a déclaré : "Nous voulons des relations pacifiques étroites et de bon voisinage avec tous les pays avoisinants." Cette thèse est depuis longtemps le principe fondamental de la politique extérieure de notre pays. L'U.R.S.S. a toujours essayé de sauvegarder la paix universelle et, par conséquent, en premier lieu, de maintenir des relations pacifiques avec les pays situés géographiquement dans son voisinage le plus proche.

"STALINE a dit également : "Nous continuerons à tenir cette position aussi longtemps que ces pays observeront la même attitude à l'égard de l'U.R.S.S., aussi longtemps qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte directement ou indirectement à l'intégrité et à l'inviolabilité des frontières de l'État soviétique." Les événements survenus ces derniers jours dans les rapports entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. sont la parfaite illustration de cette thèse. Le 19 août a été signée à Berlin une convention commerciale entre les deux pays, et le 23 août a été signé à Moscou un pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.

"Ces deux documents sont de la plus haute importance, non seulement pour les relations entre les deux parties contractantes, mais aussi pour la situation internationale.

POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

"Il est bien compréhensible que l'établissement de relations pacifiques et de bon voisinage, basées sur des

raisons économiques, entre deux États aussi puissants que l'U.R.S.S. et l'Allemagne ne peuvent pas ne pas apaiser la situation internationale extrêmement tendue et ne peuvent pas ne pas contribuer à la consolidation de la paix. Cela est confirmé entièrement, non seulement par le fait de la conclusion du pacte de non-agression soviéto-allemand, mais également par son contenu.

"Il va sans dire qu'il surgit souvent dans les relations entre États des problèmes qui peuvent devenir, même malgré la volonté des deux parties, l'objet de litiges et de conflits entre elles. Le pacte signé le 23 août tient compte d'une pareille possibilité. Il stipule que, dans ce cas, "les deux parties réglementeront ces litiges et conflits exclusivement par des moyens pacifiques, par un échange amical d'opinions ou par la création de commissions chargées du règlement du conflit.

"Plus encore, le pacte prévoit la nécessité de maintenir le contact entre les deux puissances pour les consultations et les informations réciproques en ce qui concerne les questions touchant les intérêts communs aux deux puissances.

"Cet article doit, en premier lieu, éviter le cas où des litiges ou des conflits peuvent surgir entre les parties. Ainsi, du point de vue politique et juridique, le pacte signé hier à Moscou pour une période de 10 ans est un document d'une portée exceptionnelle. Il normalise les relations entre les deux puissances et doit, par là même contribuer à la consolidation de la situation internationale. Il met un terme à l'inimitié dans les rapports germano-soviétiques. Les différences idéologiques, ainsi que les différences de système politique des deux pays ne peuvent et ne doivent pas troubler l'établissement et le maintien de relations de bon voisinage entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne.

"Le pacte de non-agression et la convention commerciale qui ont été signés constituent le prélude nécessaire à l'épanouissement de relations amicales entre les deux peuples".

"CE PACTE CONTRIBUERA A DIMINUER LA TENSION ACTUELLE"

La "Pravda" écrit :

"Le pacte de non-agression conclu entre l'Union Soviétique et l'Allemagne est un document de grande signification qui reflète la logique de la politique de paix de l'Union soviétique. La politique étrangère de l'Union soviétique est invariablement basée sur les efforts en vue de défendre et de préserver la cause de la paix. Dans cette politique, l'U.R.S.S. s'est invariablement efforcée de maintenir et de consolider ses relations d'affaires avec tous les États partageant cette position.

Dans son rapport au XVIII[e] congrès du Parti bolchevik, STALINE, caractérisant la politique étrangère de l'Union soviétique, a déclaré : "Nous sommes pour la paix et la consolidation de nos relations d'affaires avec tous les pays ; nous nous en tenons et continuerons de nous en tenir à cette position pour autant que ces pays cultiveront les mêmes relations avec l'Union soviétique ; pour autant, qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte aux intérêts de notre pays."

Le pacte de non-agression conclu entre l'Union soviétique et l'Allemagne correspond pleinement à la position de l'Union soviétique comme elle est définie par le camarade STALINE.

Les relations entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne, dès le moment de l'établissement de relations diplomatiques normales ont été réglées d'abord par le traité de Rapallo, conclu en 1922, et, plus tard, par le traité de neutralité conclu le 24 avril 1926.

Le pacte de 1926 établit que "dans le cas où l'une des parties contractantes, malgré son action pacifique, serait l'objet d'une agression de la part d'une tierce puissance ou de plusieurs tierces puissances, l'autre partie contractante observerait une neutralité pendant toute la durée du conflit." Dans ce même pacte, il est dit : "Si, à la suite d'un conflit,

d'un caractère mentionné dans l'article 2, ou si aucune des parties contractantes n'est mêlée à un conflit armé, et qu'il sera formé entre de tierces puissances une coalition dans le but de boycotter économiquement ou financièrement une des parties contractantes, l'autre partie contractante ne devra pas se joindre à pareille coalition".

Comme il est stipulé dans son texte, le pacte de non-agression signé le 23 août, se base sur les dispositions fondamentales du traité de 1926 et contient, en même temps, le développement ultérieur de ces dispositions dans le but d'un affermissement des relations pacifiques entre les deux pays.

LE PACTE, INSTRUMENT DE PAIX

Ainsi, dans l'article premier du pacte, il est stipulé que les deux parties contractantes prennent l'engagement de s'abstenir de toute action d'agression, l'une contre l'autre, soit individuellement, soit conjointement avec d'autres puissances.

L'article 2 du pacte prévoit que si une des parties contractantes est l'objet d'une action militaire de la part d'une tierce puissance, l'autre partie contractante observera la neutralité.

L'article 4 a incontestablement une grande importance car il oblige les parties contractantes à ne pas participer à un groupement quelconque de puissances dirigé directement ou indirectement contre l'autre partie.

L'article 5 est également très important puisqu'il prévoit une méthode exclusivement pacifique pour la solution de tous litiges ou conflits qui pourraient surgir entre les parties contractantes.

L'article 6 témoigne que les deux parties font preuve du désir d'affermir les relations pacifiques entre les deux pays pour une période prolongée, le pacte étant conclu pour dix années.

Le contenu de chaque article du pacte, tout comme le pacte en entier, est pénétré du désir d'éviter un conflit et de consolider les relations pacifiques et les relations d'affaires entre les deux États. Il ne fait aucun doute que la signature du pacte de non-agression met fin à la tension existant dans les relations entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. Toutefois, l'importance du pacte conclu dépasse le cadre de règlement des relations entre les deux pays contractants seulement. Il est conclu au moment où la situation internationale est extrêmement tendue. L'acte pacifique qu'est le pacte de non-agression entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne contribuera sans doute à atténuer cette tension.

La signature du pacte entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne est incontestablement un fait d'une très grande importance internationale car ce pacte est un instrument de paix appelé non seulement à renforcer les relations de bon voisinage et les relations pacifiques entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne, mais à servir la cause de la consolidation générale de la paix. Il est mis fin à l'animosité qui existait entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Les différences d'idéologies et de systèmes politiques ne doivent et ne peuvent servir d'obstacles à l'établissement de relations de bon voisinage entre les deux pays. L'amitié du peuple de l'U.R.S.S. et du peuple d'Allemagne acculée dans une impasse par les efforts des ennemis de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. doit dorénavant obtenir les conditions indispensables pour son développement et son épanouissement".

Ceci est la vérité. Souvenez-vous Camarades !

Dans l'Humanité numéro spécial, juin 1941, il est dit :

"La guerre étant perdue pour ce qu'on appelle encore abusivement les grandes démocraties, il faut s'adapter au nouvel état de choses. La collaboration de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne est née des événements. Méconnaître cette vérité, c'est se condamner à ne plus voir clair dans l'extraordinaire conjoncture actuelle.

De même, le traité conclu par la République des Soviets avec le Japon a-t-il été signé sous l'empire de nécessités

qu'un examen quelque peu minutieux fait apparaître. Là, comme partout ailleurs, le grand STALINE a montré la clairvoyance incomparable qu'il a des intérêts de l'U.R.S.S. Ne point juger à leur juste valeur les motifs impérieux qui l'ont décidé à prendre la présidence du Conseil des Commissaires du Peuple en remplacement du camarade MOLOTOV, serait dangereux. Le génie de STALINE s'appliquera merveilleusement à l'exercice direct du pouvoir et ne manquera pas d'ajouter de nouvelles victoires à celles qu'a déjà remportées l'habile diplomatie des Soviets, victoires au premier rang desquelles il convient de placer les accords de Moscou avec Berlin et les accords de Moscou avec Tokyo.

Vive un gouvernement du peuple au service du peuple !"

1939 - 1940

Il faut ajouter à ce document la lettre de Florimond BONTE et de RAMETTE écrite le 1er octobre 1939 et adressée au Président Edouard HERRIOT. Voici cette lettre :

"Monsieur le Président,

La France va se trouver incessamment en présence de propositions de paix, et à la seule pensée que la paix prochaine pourrait être possible, une immense espérance soulève le peuple de notre pays, qu'angoisse la perspective d'une guerre longue qui ensevelira les trésors de la culture humaine sous des monceaux de ruines et coûterait la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants confondus dans le massacre.

EST-IL POSSIBLE QUE LES PROPOSITIONS DE PAIX PUISSENT ÊTRE REJETÉES AVANT D'ÊTRE CONNUES ET SANS QUE LA REPRÉSENTATION NATIONALE ET SOUVERAINE AIT ÉTÉ CONSULTÉE ?

Nous ne pensons pas quant à nous et nous vous demandons en tant que président de la Chambre d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour demander :

1°/ Que le Parlement soit appelé à délibérer en séance publique sur le problème de la paix ;

2°/ Que les parlementaires aux armées puissent prendre part aux délibérations sur cette question capitale d'où dépend la vie ou la mort de millions de Français.

Chaque Français veut la paix, car il sent qu'une guerre de longue durée serait terrible pour notre pays et compromettrait à la fois son avenir et ses libertés démocratiques.

Il faut empêcher que l'on puisse rejeter a priori des propositions de paix, et nous conduire par cela même à l'aventure et aux pires catastrophes. Voilà pourquoi nous avons conscience de servir les intérêts de notre pays en demandant que les propositions de paix qui vont être faites à la France soient examinées avec la volonté d'établir au plus vite une paix juste, durable, que du fond du cœur souhaitent tous nos concitoyens.

F. BONTE - A. RAMETTE,
Députés

Après 35 ans, je n'aurai garde d'oublier et respecter les hommes et les femmes militants communistes qui courageusement participèrent à la résistance et aux combats de la libération et dont trop, dans la lutte, payèrent de leur vie, dans les camps de la mort, leur abnégation. Leur sacrifice a donné au Parti Communiste une autre image. Ceci pour autant ne saurait effacer le rôle du Parti Communiste.

APRÈS 5 ANS DE MISÈRE

A nouveau des citations en vrac intéressantes :

Liberté, journal communiste du Nord, le 6 décembre 1945, sous la signature d'André PIERRARD :

"D'autre part, sur tous les territoires de l'U.R.S.S., on fêtait hier avec éclat le 9e anniversaire de la Constitution du 5

décembre 1936, la Constitution stalinienne, la plus démocratique du monde".

Qu'en pensent les travailleurs communistes ?

Liberté le 22 juillet 1945, voyage de Maurice THOREZ, à l'époque Vice-Président du Conseil, à WAZIERS :

"Produire, produire, faire du charbon, c'est maintenant la plus haute expression dans notre devoir de classe et notre devoir de Français".

Dans son discours :

"Certes, on ne peut nier que les mineurs ont des raisons de se plaindre ; il y a des causes de mécontentement mais ce n'est pas une raison pour ralentir l'effort ; il faut au contraire le développer et briser tous les obstacles".

Et Maurice THOREZ déclarait aussi :

"Et je veux venir sur la question des absences. On parle, on donne beaucoup de raisons et de prétextes à ces propos. Je dois vous dire, chers camarades, que je ne suis pas tout à fait convaincu des raisons qu'on donne pour justifier de l'absence ; quand on me dit par exemple à NOTRE-DAME ou dans certaines fosses de l'ancienne concession d'ANICHE du groupe de DOUAI, on a payé jusqu'à 27, 28, 30 % d'absences, je dis que c'est un scandale. Ce n'est pas possible, on ne peut pas continuer, on s'absente trop facilement pour un oui ou pour un non et pour un mineur qui a le goût de son métier, il sait très bien que tant d'absences c'est une désorganisation complète du travail".

Ce langage est à mettre en parallèle avec le discours de Léon DELFOSSE à la 8e conférence fédérale du Parti Communiste dans le Pas-de-Calais, reproduit dans Liberté du dimanche 20 février 1949, après la grève, DELFOSSE souligne quant à lui :

"Les résultats de la grève des mineurs surtout le fait qu'elle a bouleversé pour un temps le plan des fauteurs de guerre. Ce n'est pas l'intérêt des mineurs qui les passionne, c'est le plan des fauteurs de guerre.

Cela veut dire diminuer le potentiel-possibilités de démocratie.

C'est Jacques DUCLOS qui, les 29 et 30 décembre 1946, dans Liberté toujours, sur une grande manchette en première page, Jacques DUCLOS affirme :

"Il n'y a pas de véritable démocratie sans l'organisation de grands partis".

QUESTIONS :Combien de grands partis en Union Soviétique ? Combien de grands partis dans les pays de démocratie populaire ? Combien de grands partis le Parti Communiste promet-il demain à ses peuples et aux nôtres ?

Et puis si l'on doutait encore de la fidélité, dans Liberté du 23 février 1949, dans son rapport au Comité Central du Parti Communiste, Maurice THOREZ déclare, sous un point appelé numéro 3 :

"Puisque la question nous est posée, disons clairement ceci : si des efforts communs de tous les Français épris de liberté et de paix ne parvenaient pas à ramener notre pays dans le camp de la démocratie et de la paix, si par la suite notre peuple était entraîné malgré sa volonté dans une guerre anti-soviétique et si dans ces conditions l'armée soviétique défendant la cause des peuples, la cause du socialisme, était amenée à pourchasser les agresseurs jusque sur notre sol, les travailleurs, le peuple de France pourrait-il se comporter envers l'armée soviétique autrement que les travailleurs, que les peuples de Pologne, de Roumanie et de Yougoslavie ?

L'AMOUR DE STALINE ET LA FIDÉLITÉ A L'U.R.S.S.

Fidélité : ceci serait faux ; nous serions des trafiquants ? L'Humanité du 21 mars 1950, en l'honneur du 50e anniversaire de Maurice THOREZ, la Fédération communiste de la Seine lance une promotion pour la paix et voici ce qu'elle déclare :

"Le 25 avril 1950, notre Parti Communiste Français célébrera le 50e anniversaire de notre secrétaire général, Maurice THOREZ, le plus grand et le plus fidèle disciple de Staline en France, le meilleur fils de notre peuple.

Nous sommes reconnaissants à Maurice THOREZ de nous guider sûrement vers le bonheur dans la paix, en nous inculquant l'amour de STALINE et la fidélité inconditionnelle à l'Union Soviétique."

Réarmer l'Allemagne : connaissez-vous le projet soviétique de paix avec l'Allemagne paru dans Liberté du 13 mars 1952 à **l'époque de la C.E.D. ?**

CLAUSES POLITIQUES :

Art. 2 - Toutes les forces armées des puissances occupantes doivent être retirées d'Allemagne au plus tard une année après l'entrée en vigueur du traité de paix. En même temps seront liquidées toutes les bases militaires étrangères sur le territoire de l'Allemagne".

CLAUSES MILITAIRES :

Art. 1 - L'Allemagne sera autorisée à posséder ses forces armées nationales (terrestres, aériennes et navales) indispensables pour sa défense.

Nous sommes prêts à en rechercher d'autres si besoin en était.

L'unité d'action, front commun, Humanité du 9 décembre 1952, dans le discours de clôture de Jacques DUCLOS au Comité Central, retenez :

"L'unité d'action avec les travailleurs socialistes : un tel problème ne peut être traité correctement que dans la mesure où il comporte une attaque serrée contre la social-démocratie dont les méfaits doivent être démontrés avec force et de façon convaincante".

Y a-t-il quelque chose de changé avec le Capitaine TREINT ? Y a-t-il quelque chose de changé aujourd'hui en 1980 ?

En vérité, la tactique reste la même jusque y compris l'illusion pour ceux qui espèrent un miracle ?

Pas de démocratie sans grands partis dit DUCLOS ? Liberté du 19.12.46 : "Le peuple soviétique unanime s'est prononcé pour le bloc des communistes et des sans parti".

Où sont donc les partis organisés ? L'Union ! L'Union ! avec qui ? avec n'importe qui ? Vous en doutez ? A l'époque, où étaient évoqués les problèmes de la C.E.D. ? Que disait le Parti Communiste ? Relisez Liberté du 7 mars 1954. Vous y trouverez le passage suivant :

"Est-il possible que nous nous unissions avec qui que ce soit ? A Saint-Étienne, une camarade a posé la question : Comment est-il possible que nous nous unissions avec qui que ce soit ?"

Alors, a-t-elle dit avec les anciens collaborateurs ? D'autres ont dit encore avec ceux qui, en 1939, ont interdit notre Parti. Il faut répondre tranquillement avec le Parti quant au Comité Central, avec tous les Français, quels qu'ils soient à la condition qu'ils veuillent agir contre les accords de BONN et de PARIS car c'est dans le moment présent la tâche la plus urgente pour les forces du peuple de France sur quoi juger nos partenaires de l'Union contre l'armée européenne, sur leurs déclarations, sur leurs actes et sur rien d'autre.

EXTRAIT DE LA BROCHURE :

"La lutte des femmes pour un changement de la politique française." (rapport présenté par Jeannette VERMEERSCH aux Journées d'Études des femmes communistes).

Peu importe les hommes pourvu qu'ils servent le P.C. Après la répression à BERLIN, c'est les événements de HONGRIE, c'est BELGRADE ; dans la déclaration du bureau politique du P.C. qui porte la date du 4 novembre 1956 nous lisons :

"Ceci face à l'offensive acharnée et bestiale des fascistes, des féodaux et leurs alliés et des Princes de l'église pour restaurer en Hongrie le régime terroriste de

HORTHY. Il eut été inconcevable que l'armée des ouvriers et des paysans de l'U.R.S.S. ne répondit pas à l'appel qui lui était adressé alors que les meilleurs fils de la classe ouvrière hongroise étaient massacrés, pendus, ignoblement torturés.

Liberté du 7 novembre 1956, après les manifestations de Paris :

"Ces manifestations expriment le dépit des forces de réactions et du fascisme en présence de la défaite de la contre-révolution en Hongrie, défaite consommée grâce à l'action du peuple hongrois et de l'armée soviétique répondant à l'appel du gouvernement ouvrier et paysan de Hongrie".

On cherchait déjà l'excuse, l'accord du gouvernement comme voici quelque temps à KABOUL, comme hier à PRAGUE **et comme demain n'importe où dans le monde.**

Le comité spécial qui a été constitué aux Nations Unies dans un rapport important était amené à déclarer :

L'étude des mouvements de troupes soviétiques en Hongrie pendant la période du 29 octobre au 4 novembre montre qu'en dépit des assurances données à M. NAGY, Président du Conseil, par des personnalités politiques soviétiques, il existait un plan bien précis de reconquête et d'asservissement militaire de la Hongrie. Ce plan a été intégralement exécuté. Contrairement à ce que prétend le Gouvernement soviétique, selon qui la révolution hongroise, d'inspiration capitaliste, aurait été fomentée de l'étranger, le Comité est obligé de conclure que la résistance de la Hongrie à la deuxième intervention soviétique a été héroïque démonstration de la volonté du peuple hongrois de lutter pour son indépendance nationale.

1) Ce qui s'est produit en Hongrie en octobre et en novembre 1956 a été une insurrection nationale spontanée, provoquée par des griefs de longue date qui avaient éveillé le ressentiment populaire.

2) D'aucuns prétendent que l'insurrection a été fomentée par les milieux réactionnaires de Hongrie et qu'elle a tiré ses moyens de ces milieux ou des cercles

"impérialistes" occidentaux, mais cette thèse n'a pas résisté à l'examen du Comité.

3) L'insurrection n'était pas préméditée et les auteurs des dépositions examinées par le Comité sont unanimes à dire que les événements ont surpris les participants eux-mêmes.

PROGRAMME COMMUN : ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS

Volontairement, j'en arrive à juin 1972, en rappelant mon opposition à DE GAULLE en mai 58, socialiste anti-communiste d'un communisme au service de l'U.R.S.S. avant la défense des travailleurs, fidèle à la vieille maison non au bolchevisme, comme de la même façon, j'avais dit, à Pau, NON, à l'union nationale.

Juin 1972, la signature du programme commun. Où est ce temps-là ? Quand le P.C. acceptait un certain nombre d'affirmations politiques qu'il n'a pas mis longtemps à condamner, revenant à ses anciennes habitudes. Le 30 septembre 1972, Etienne FAGON, membre du Secrétariat du Parti, doit mettre au point les projets de thèses qui seront soumis à la discussion du Parti avant d'être adoptés par le 20e congrès du P.C. qui est convoqué du 13 au 17 décembre à Saint-Ouen.

Dans ce rapport, déjà, une remarque apparaît, les communistes ne s'interdiront pas de relever les actes du P.S. contraires au programme commun.

Et déjà, il déclare :

"Dans notre lutte unitaire nous avons été, nous pouvons être amenés à critiquer telle ou telle initiative ou prise de position de nos alliés, cela n'est nullement contradictoire".

Eh oui, nous en verrons beaucoup d'autres.

Dans Nord-Matin, vendredi 10 novembre 1972, j'écris :

PROGRAMME COMMUN, TACTIQUE, VÉRITÉ OU LIBERTÉ SURVEILLÉE

- Fréquemment, ces questions sont sur les lèvres de nombreux électeurs socialistes et militants, complétées souvent par cette formule : "Le Parti Communiste n'a pas changé" ; c'est ce que m'indiquait encore samedi dernier un vieux militant socialiste ; ce que confirme les attitudes tantôt de MARCHAIS ou de FAGON dans leur dernière déclaration.

Essayons d'y voir clair.

Les Socialistes, les Communistes et les Radicaux Socialistes s'unissent sur un programme commun. Est-ce nouveau ?

Nous pourrions évoquer 1936 certes, en n'oubliant pas d'ajouter BLUM à l'action, etc., ce qui explique en général la méfiance des socialistes à l'égard du Parti Communiste. Mais constatons que, plus généralement, l'union fut souvent électorale au deuxième tour avec, pour objectif, battre la réaction et singulièrement l'U.N.R. ou l'U.D.R., ceci en 1962, 1967, 1968, accompagnée de constat ou de plate-forme commune : exemple l'élection présidentielle de 1965.

D'une façon générale, les tenants du pouvoir nous ont assez reproché nos désaccords, notamment sur un point : la liberté comme aujourd'hui on ironise sur le sérieux du programme commun.

Alors que M. Edgar FAURE, interrogé le 16 octobre par le "Nouvel Observateur", a déclaré : *"Il n'y a pas d'extravagances notables dans le programme commun de la gauche."* Examinons de plus près celui-ci.

La liberté : il est bon de préciser que jamais les socialistes ne permettront à qui que ce soit, et bien entendu au Parti Communiste, de nous amener vers les régimes que nous condamnons même affublés de l'étiquette "Pays socialiste" que je n'ai pas besoin de citer.

Nous nous refuserons d'être des satellites soviétiques. Les socialistes du Nord, par l'intermédiaire de Pierre MAUROY, l'ont précisé. "Il n'est pas question pour les socialistes que nous sommes d'imiter en quoi que ce soit le modèle soviétique auquel nous sommes hostiles".

Ceci étant posé, il importe de constater que le programme commun, dans le chapitre — institutions et libertés — apporte des précisions importantes concernant, entre autres :

— la liberté de pensée et d'expression
— la discrimination raciale
— la reconnaissance du rôle et de la pluralité des partis
— le droit de l'opposition, le droit à l'information
— la représentation proportionnelle
— le contrat de législature
— mais mieux encore, l'alternance du pouvoir lorsque le peuple s'est prononcé.

Ceci a un sens précis et c'est là que le doute s'instaure ; oui ceci est bon mais pour autant, dans les pays où les Partis Communistes sont au pouvoir, ceci n'existe pas ou n'existe plus (exemple : Prague).

Il est évident, aux yeux de tous les démocrates, sensés et objectifs, que les prétendues démocraties populaires ne le sont que de nom. Est-ce nouveau pour les socialistes ? Non.

Mais pour les communistes, avoir accepté d'introduire ces garanties, ne doit pas constituer des déclarations de complaisance ou de forme. Ceci suppose, d'une part que le Parti Communiste regrette, condamne ou dénonce ces prétendus régimes dits de démocratie (exemple : Budapest ou Berlin Est).

L'alternance étant acceptée par lui, il condamne à la fois Budapest et Prague et ses retombées en l'occurrence les procès. Certes, dira le Parti Communiste, nous avons condamné Prague. Reconnaissons que ceci fut vite fait suivi des formules de normalisation et de l'internationalisme prolétarien. Les procès de Prague furent condamnés avec plus de timidité encore et son absence voici quelque temps

à Paris à une manifestation de protestation à cet effet est assez singulière. Cette attitude, loin d'effacer le doute, le confirme.

Il faut donc que les choses soient claires : le programme commun n'est pas un voile jeté sur des faits que nous condamnons.

Si nous avons accepté le programme commun, c'est parce que nous pensions et continuons de penser que le Parti Communiste, de par nos accords sur la démocratie et la liberté, condamne tous régimes ne disposant pas de ce que, ensemble, nous garantissons au peuple français.

Dans le domaine international, les choses sont aussi claires pour nous et sans équivoque :

— le maintien de la France dans le Pacte Atlantique
— le droit de contracter, si besoin est, aussi bien des alliances défensives que des traités de non-agression
— la non-destruction des armes nucléaires, mais l'arrêt des expériences en attendant la signature des traités internationaux en l'attente d'un système de sécurité collective européen.

Ceci figure dans le programme socialiste sans oublier l'Europe dans l'ensemble de ses organismes où il suffit de se rappeler la position du Parti Communiste Français hier jusque la déclaration récente du Parti Communiste espagnol souhaitant l'entrée de l'Espagne de FRANCO dans l'Europe.

Dans le chapitre n° 1 sur la coopération internationale, il est précisé : "La non-ingérance dans les affaires intérieures des autres États, le refus de tout recours à la force ou de toute menace de recours à la force y compris pour imposer à une nation le choix de ses alliances, l'instauration ou le maintien d'un système politique ou social contre la volonté de la majorité de ses habitants".

Voici qui est clair car cela suppose que jamais la France n'adoptera ces méthodes, qu'ensemble Parti Communiste et Parti Socialiste nous condamnons (ceci concerne bien Prague et Budapest, oui ou non ?).

Que les responsables du Parti Communiste s'abstiennent de déclarer que le programme commun est une victoire due à leur volonté mais qu'ils reconnaissent que les quelques faits, mais primordiaux que j'ai indiqués, ont bien leur assentiment.

En clair, il est temps de savoir qui a changé.

Pour nous, la liberté, la démocratie sont inséparables d'un programme commun comme du droit de condamner tout pays ou régime transgressant les principes (il n'y a pas de lieu sacré).

Le programme commun ne peut être l'auberge espagnole.

Pendant qu'il en est temps encore, la parole est au Parti Communiste ; ce n'est ni de censeurs, ni de surveillants que la France a besoin mais de clarté.

Sinon, alors, il y aurait eu un marché de dupe dont la classe ouvrière en paierait le prix par la désillusion d'abord et ensuite par le maintien de cette majorité qui n'a que trop duré.

Ce n'est que dans la mesure où le Parti Communiste français confirmera ces aspects que demain alors la confiance instaurée, consolidée, la gauche unie, oui et ouverte, pourra triompher.

Arthur NOTEBART
Président de la Communauté
Urbaine de Lille
Député-Maire de Lomme

Au congrès de la Fédération du Nord (Nord-Éclair du 17 juin 1973), j'ai déclaré :

"LE PARTI COMMUNISTE DEVRA ÉVOLUER SINON JE NE DONNE PAS CHER DE L'UNION DE LA GAUCHE.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Ceci n'avait pas plu à tout le monde ! Avais-je eu raison trop tôt ?

Dans le Nouvel Observateur, n° 1439 - 12/18 juin 1973, Roland LEROY, page 15 :

"La conclusion du programme commun de gouvernement : cela ne signifiait pas un armistice entre l'idéologie social-démocrate et l'idéologie révolutionnaire. Les progrès de l'unité ne peuvent être obtenus que par des reculs de l'idéologie social-démocrate. La conclusion du Programme commun de gouvernement, c'est un recul de l'idéologie social-démocrate et son application, sa mise en œuvre ne peuvent être obtenues qu'à cette condition".

Indépendance. Le 4 octobre 1974, au Palais des Sports à Paris, 57e anniversaire de la révolution d'octobre et le cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et l'U.R.S.S. Roland LEROY, membre du secrétariat du Parti Communiste, déclare et affirme que le socialisme n'existe nulle part ailleurs que là où les peuples ont adapté à la réalité nationale les grandes lois dégagées par MARX et HENGELS, LENINE et les partis communistes.

Marcel CACHIN, en voyage dans la région du Nord à AVION, dans Liberté du 24 juillet 1945, disait déjà :

"Oui, les communistes ont une très grande sympathie pour l'U.R.S.S., une très grande admiration et une très grande affection, mais pourquoi cette affection. Évidemment parce qu'elle a réalisé le socialisme et parce que nous n'avons pas encore fait".

SOUVENIRS

LE SÉRIEUX DU PARTI COMMUNISTE !

L'Humanité du 8 janvier 1975, au cours d'une conférence de presse, étant l'invité d'Europe n° 1, à la question suivante : N'y a-t-il pas risque de rupture de l'Union de la Gauche ? posée par un journaliste, le citoyen MARCHAIS répond :

"Je ne crois pas s'il y avait rupture de l'Union de la Gauche d'abord, çà ne viendrait pas du P.C. ; vous ne croyez tout de même pas que nous avons lutté pendant 10 ans pour parvenir à l'alliance sur un programme commun et qu'après cela, ce serait nous qui mettrions en cause cette alliance et ce programme !".

Il a fallu attendre septembre 77. Pourquoi certaines vacances du mois d'août n'auraient-elles pas réglé la question ?

Dans l'Humanité du 11 juillet 1975, sous la signature de Jean KANAPA, un article intitulé :

UNE RAISON TOUTE SIMPLE

"Un livre important vient de paraître. Il s'agit de l'Union est un combat, d'Étienne FAGON. Ce livre a pour objet d'éclairer les problèmes actuels de l'union. Il devait donc tout naturellement mettre à la disposition des lecteurs un texte aussi essentiel que le rapport présenté par Georges MARCHAIS le 29 juin 1972 devant le Comité central qui avait à se prononcer sur l'adoption du Programme commun élaboré par le Parti Communiste français et le Parti Socialiste.

Certains commentateurs attribuent à de sombres arrière-pensées la publication de ce document.

En vérité, ils devraient prendre les choses comme elles sont : la publication de ce document permet de mieux comprendre ce qu'est réellement la politique d'union de notre Parti".

Oui, très bien calculé. On prépare le terrain pour septembre 1977 ?

Premièrement, notre décision d'adopter le Programme commun a reposé sur une analyse extrêmement minutieuse, aussi fouillée que possible, du contexte national et international, des conséquences prévisibles de cette décision historique, de ses aspects positifs et des nouveaux problèmes qu'elle ne manquerait pas de soulever. Comme le montre la lecture du rapport, tout cela a été pesé et mesuré

avec rigueur. Pourquoi ? Parce qu'il s'agissait d'une décision sans précédent, engageant notre Parti pour une longue période.

. Trois ans pour savoir ?

Et c'est reparti comme aux heures les plus belles des vendus, des traîtres, etc. et bien entendu, on affirme ; cela rappelle "BLUM à l'action" et se serait appelé MITTERRAND ou... en fonction de l'utilité.

A cet égard, dès 1972, nous avons dit : précisément parce que nous voulons une telle union avec le Parti Socialiste tel qu'il est, le progrès de cette union ne sera pas automatique. Précisément parce que l'adoption par lui du Programme commun ne modifie pas la nature du Parti Socialiste, l'ambiguïté restera un des traits permanents de son comportement. Cela s'est vérifié depuis, particulièrement en automne dernier. C'est ce qui nous a amenés à faire appel à l'intervention des travailleurs - comme nous l'avons toujours fait. Et comme nous le ferons chaque fois que cela s'avèrerait nécessaire".

Union, oui, avec un P.C. renforcé ; ceci est justice mais un P.S. fort, un scandale, et ceci était loin d'être fini et ne l'est pas à ce jour.

"Quatrièmement, notre résolution de renforcer notre Parti n'est pas affaire de circonstance. Elle a toujours été étroitement liée à notre volonté".

ET SI VOUS N'AVEZ PAS COMPRIS !

"Notre stratégie n'a pas varié. Aujourd'hui comme hier ce que nous voulons c'est consolider l'union autour du Programme commun et en même temps de renforcer notre parti qui paraît être le meilleur garant du maintien et du succès de l'union".

René ANDRIEU
Liberté, 9 juillet 1975

Les perles de l'amitié du Parti Communiste à notre égard sont nombreuses, multiples et variées.

En passant, celle de FITERMAN à Saint-Étienne, le 24 novembre 1977 :

"J'ai le regret de le dire, François MITTERRAND dit qu'il refuse un programme communiste, dans le seul but de masquer qu'il ne veut plus, aujourd'hui, du programme commun. Il se contenterait d'un programme affaibli, vague, usé par le temps d'un programme social-démocrate, parce qu'il veut garder les mains libres, parce qu'il veut laisser la porte ouverte à un replâtrage avec la droite. Parce qu'il ne veut pas d'un vrai changement, mais est prêt à accepter un compromis avec le capital pour poursuivre la politique d'austérité (...) François MITTERRAND est prêt à accepter l'unité nationale, celle que propose M. BARRE, pour faire supporter les sacrifices aux travailleurs, à condition que les charges soient mieux réparties".

Et ceci à quelques mois des élections.

Dans l'Humanité du vendredi 2 décembre 1977, sous la signature du citoyen Georges STREIFF, dans une critique à l'égard du rapport de notre camarade FORNY, nous lisons :

"Quelles sont les principales idées contenues dans ce rapport :

1ere thèse du député FORNY : il ne faut pas s'accommoder de l'absence de la France dans l'O.T.A.N. mais envisager les modalités d'une nouvelle collaboration avec l'O.T.A.N.

2e thèse : FORNY partage l'appréciation formulée par la charte atlantique d'OTTAWA en juin 1974 selon laquelle l'intérêt de la force nucléaire française est qu'elle contribue au renforcement global de la dissuasion de l'alliance atlantique et cependant on parle programme commun ; le Parti Communiste avait accepté d'y rester fidèle.

3e thèse : Il est dit :

"Brader la souveraineté française, insérer notre pays dans un bloc ouest européen et atlantiste, mettre nos forces armées à la disposition de l'Allemagne de SCHMITT et de STRAUSS, telles sont les invraisemblables revendications du socialiste FORNY".

Janvier 1978, le 27, nous sommes pratiquement à 2 mois

des élections générales, Georges MARCHAIS, mercredi 25 janvier à Orléans, au Palais des Expositions :

"Le Parti Socialiste va de la sorte à la rencontre des souhaits exprimés par M. Valéry GISCARD d'ESTAING Voilà déjà François MITTERRAND qui annonce qu'il appellera un grand effort national en précisant notamment que les Socialistes seraient plus à l'aise pour demander des sacrifices aux travailleurs. Je répète avec force et avec confiance : si la gauche l'emporte il faut qu'il y ait et il y aura donc des Ministres communistes au Gouvernement. Quand j'entends les commentateurs de Droite et aussi de Gauche dire que les Communistes auraient brusquement renoncé à l'Union, ils me font penser à ces "Acrobates" qui naturellement voient l'inverse de la vérité parce qu'enfin l'Union c'est un autre combat. Explique qui pourra. Fidélité à l'Union, exigences de Ministres, mais François MITTERRAND et le Parti Socialiste vont à la rencontre des souhaits de Monsieur Valéry GISCARD d'ESTAING".

Affirmation unitaire, méthode communiste pour la victoire ? Curieux non ?

EXPLICATION ? FIDÉLITÉ - TOUJOURS

Dans un Forum le 8 février 1979 à TOULOUSE, dans la presse, Georges MARCHAIS ayant expliqué que le Parti Socialiste ayant obtenu le rééquilibrage de la gauche à son profit et de ce fait avait abandonné la politique de l'Unité déclare :

"Pour ceux qui aspirent à l'Union, il faut rééquilibrer maintenant dans l'autre sens, c'est-à-dire à l'avantage du Parti Communiste".

N'est-ce pas là une explication avec d'autres s'ajoutant aux problèmes internationaux ?

Février 1979, le 14, dans le projet de résolution proposé pour le Comité Central du Parti Communiste qui doit être convoqué, il est dit dans le pré-rapport ceci :

"C'est pourquoi à la question de savoir quel est aujourd'hui l'apport du socialisme au mouvement historique des pays concernés et de l'humanité dans son ensemble, nous répondons : "le bilan des pays socialistes est globalement positif".

Globalement positif le bilan où sont les affirmations d'hier des DUCLOS, CACHIN et autres (quelques résultats mélangés avec les hôpitaux psychiatriques, les goulags) un pâté d'alouette.

Mentir, il en restera toujours quelque chose.

Toujours sous couvert de l'Unité, dans ce même rapport :
"Dans la même tradition social-démocrate, des dirigeants socialistes n'hésitent pas à recourir aux proclamations de gauche dans le même temps où ils ont une pratique de droite".

Ah ! Que c'est beau l'Union que veut le Parti Communiste !

Et bien entendu, ceci ne le dispense pas de dire que cette alliance avec le Parti Socialiste est indispensable dans un pays comme le nôtre où l'existence de différents partis politiques figurant dans la majorité ou dans l'opposition constitue et constituera une Société que nous voulons caractéristique de la vie démocratique nationale.

Après avoir vécu l'échec de la Gauche, posons-nous simplement la question suivante :
"Si nous avions été victorieux, croyez-vous que cette unité aurait duré longtemps ?

STALINE ET LE P.C. EN 1979

Concernant le stalinisme, Georges MARCHAIS et plusieurs membres du bureau politique se sont entretenus lundi 28 mai 1979 au cours d'une réception donnée à l'Hôtel

du P.L.M. à Paris avec des intellectuels signataires de l'appel en faveur de la liste communiste aux élections européennes.
Et voici ce que Georges MARCHAIS déclare :

"Je l'ai dit au Congrès et je le répète avec la même mesure, nous porterons en nous l'horreur des fautes et des crimes que le XX^e Congrès du P.C.U.S. a révélés. Nous avons prononcé contre des conceptions et la pratique du stalinisme une condamnation sans appel. Nous poursuivons depuis des années, notre Congrès vient d'en être une nouvelle expression, un grand travail pour en tirer concrètement toutes les leçons. Les accusations portées contre nous sont ignobles. Aucun jeu politicien ne peut les justifier, la fin ne justifie pas les moyens".

Oui, Georges MARCHAIS, mais pourquoi avoir attendu la mort de STALINE puis le XX^e Congrès ? Deux questions précises :

1°) N'auriez-vous jamais rien su ?

2°) La fin ne justifie pas les moyens, dites-vous, mais la raison primordiale de la division entre les communistes et nous, n'est-ce pas ces deux conceptions ?

"La vérité, le courage c'est de chercher la vérité et de la dire. Ce n'est pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho à notre âme de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques".

Jean JAURES
(Discours à la jeunesse)

"Le mensonge. Il faut savoir consentir à tous les sacrifices, user même de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, parfois voiler la vérité".

LENINE
(La Maladie infantile du communisme)

Ceci est toujours la religion du Parti Communiste.

RÉALITÉS

Et depuis, c'est KABOUL, c'est l'invasion de l'AFGHANISTAN, **avec une fois encore l'excuse de l'Union Soviétique, répondant à l'appel d'un gouvernement,** d'un gouvernement fantôme comme hier en HONGRIE, comme hier à PRAGUE et comme demain n'importe où. MARCHAIS à MOSCOU, son exhibition à la télévision française dans des conditions d'ailleurs un peu curieuses de ce long moment qu'on lui a donné. Et c'est les injures : le "paltoquet" de JOXE, c'est ensuite le "barbouze" de Jean POPEREN. Peut-être y a-t-il là, dans les propos à l'égard de notre Ami POPEREN, des souvenirs du groupe "Barbet Celors", l'habitude qui c'est ? C'est SAKAROFF, c'est l'affirmation qu'il vaut mieux être juif en U.R.S.S. que noir aux U.S.A. Jusqu'où l'excès de zèle mènera les responsables communistes.

Je crois que ceci n'est pas fini.

Mais combien d'exemples faudra-t-il encore aux travailleurs communistes pour comprendre... et peut-être hélas à un certain nombre de socialistes. Le Parti Communiste s'aligne sur l'Union Soviétique, automatiquement, parce que le contraire pour lui équivaudrait à trahir, parce que c'est sa raison d'être et pas autre chose.

ET MAINTENANT, QUE FAIRE ?

Il faudra bien que la question se pose : Et maintenant, que faire ? Amis et Camarades du Parti Socialiste.

Savoir en tirer la leçon ? Dénoncer le jeu du Parti Communiste qui abuse et trompe le monde du travail ? Oui, ceci doit être notre travail permanent mais il faudra rester nous-mêmes, être partisan d'une politique strictement autonome du parti, n'accepter un accord avec le Parti Communiste que si à un moment donné, il importe de faire barrage, discipline républicaine : au premier tour on choisit, au deuxième tour on élimine.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Au fond, est-ce nouveau ? Cela n'a-t-il pas été la politique de toujours des Socialistes ?

J'ai gardé le souvenir de ces anciens militants roubaisiens qui m'expliquaient que quand Jules GUESDE était candidat pour la première fois à ROUBAIX, Responsable du Parti Ouvrier Français, ayant contre lui deux Motte et bien qu'ayant obtenu un résultat limité déclarait :

"Pour le deuxième tour vous avez devant vous deux adversaires politiques, l'un est un Royaliste, l'autre est un Républicain Bourgeois. Il faut d'abord battre le Royaliste avant de battre le Républicain Bourgeois".

Voilà ce que disait à l'époque Jules GUESDE.

Reprenant alors ici ce que j'ai dit avant METZ, je voudrais que chacun se rappelle car trop facilement on veut me mettre l'étiquette "d'homme de Droite".

Déjà à PAU j'avais signé un texte qui disait, ce dont je reste convaincu :

"Il n'est pas question :

1. d'aider, par l'union sacrée, la bourgeoisie à maintenir ses positions dominantes et, par-là même, d'infliger à la classe ouvrière de nouveaux sacrifices

2. de gérer loyalement un capitalisme en crise au bénéfice d'une société qui ne le serait pas moins en négligeant les droits du monde du travail

3. d'accepter un alignement, une soumission aux positions communistes. Tant au niveau tactique, c'est-à-dire d'opportunité, qu'au plan stratégique, c'est-à-dire du modèle de société, le droit à la différence, hérité de l'histoire, dicte notre règle et notre comportement.

Répété pour METZ en décembre 1978 :

LE PARTI N'A PAS POUR MISSION DE FOURNIR DES MINISTRES AU PAYS

Dire et redire non à la collaboration avec la droite. Mais chaque fois que le Parti Socialiste, personnifiant la classe ouvrière, accepte des responsabilités, ce doit être en vue de l'amélioration du sort des travailleurs.

Il doit en être de même pour le candidat à la Présidence de la République.

A ce sujet, il importe de préciser au préalable, son rôle, sa mission.

L'EUROPE :

Le Parti a défini sa position en ce qui concerne l'Europe lors du Congrès de Bagnolet ; il importe, à quelques semaines des premières élections européennes au suffrage universel, de la préciser :
- parce qu'élue directement par tous les citoyens des pays d'Europe, la nouvelle assemblée européenne aura une toute autre légitimité que celle de STRASBOURG
- parce qu'au moment de la signature du Traité de Rome, trois des neuf pays actuellement membres de la C.E.E. n'y étaient pas engagés, il serait illusoire de prendre le traité de Rome comme seule référence
- parce que le capitalisme lui-même a su, depuis longtemps, faire son Europe, celle des marchands et des profits.

La lutte des socialistes doit être européenne, c'est-à-dire par la construction européenne, mais comme le début de réalisation d'un idéal que les socialistes ont toujours su défendre.

Vouloir construire l'Europe, c'est donc savoir qu'il y aura transfert de certains pouvoirs nationaux au niveau européen.

L'UNION DE LA GAUCHE

Il ne sert à rien de refaire l'histoire. Pourtant, il faut toujours tenter d'en tirer les conséquences.
Une fois de plus, la Gauche s'est désunie avant d'accéder au pouvoir ; on peut se demander quelles déceptions et quelles rancœurs elle aurait provoquées si la rupture avait été consommée après et non avant les élections.

Coll. Fondation Jean Jaurès

QUELLES CONSÉQUENCES EN TIRER ?

- Le programme commun n'a pas suffit à unir le P.S. et le P.C. parce qu'il laissait de côté trop de divergences de fond entre les partenaires et en tout premier lieu le problème international qui semble de plus en plus avoir été la vraie raison de la rupture de septembre 1977 ;
- L'Union de la Gauche est une nécessité trop impérieuse pour la laisser se défaire au gré des intérêts d'un seul des partenaires.

Le parti doit dire qu'un programme commun n'est plus concevable tant que le P.C. s'alignera systématiquement sur l'U.R.S.S. (dernier exemple : le Viet-Nam).

Les principes généraux du Parti doivent être : oui pour l'union, mais pour cela, il faut une trêve, un pacte de non-agression, un arbitrage.

Le Parti doit mener le dialogue idéologique. Même si aucune espérance n'apparaît dans l'immédiat pour l'unité ouvrière, il importe de situer les divergences chaque jour. Ceci n'exclut pas des actions ponctuelles avec les partenaires de gauche.

Le Parti doit rester - quelles que soient les décisions de nos partenaires - fidèle à un principe : discipline républicaine.

Au premier tour, on choisit ; au deuxième, on élimine.

OUI, LE PARTI DEVRA CHOISIR.

Sur le plan international, il faudra choisir, il faudra que le Parti prenne des positions rapides à la fois dans le domaine de l'organisation internationale et dans le domaine de l'affirmation de sa volonté. Il faudra que le Parti se méfie du neutralisme tellement facile à manier par peur de la guerre pour arriver à je ne sais quel pacifisme bêlant, à un pacifisme bêlant et un neutralisme aujourd'hui sous couvert du mythe des pays non alignés. Regardez-les ces pays non alignés. Sont-ils véritablement non alignés ?

S'il y avait parmi nous des partisans de cela, vous permettrez qu'un socialiste du Nord qui a connu l'état dans lequel se trouvait la frontière du Nord en mai 1940 de dire qu'ayant connu la neutralité de la Belgique, de demander aux camarades du Parti Socialiste et aux Français de se rappeler combien de secondes a duré cette neutralité quand HITLER a décidé d'envahir la Belgique. Faites attention au mythe du nationalisme toujours sous-jacent, le cocorico de ce coq Gaulois qui sommeille toujours dans le cœur des Français, le mythe de la force de frappe nationale, le mythe de la défense dans le cadre de l'hexagone. Ah, je plains ceux qui n'auraient pas compris que la France aujourd'hui ne peut seule que participer à un combat mais non garantir sa sécurité. Il faudra donc que sur le plan international nous décidions dans le domaine de l'Europe d'aller plus loin. Oui fidélité à nos alliances, mais organisation politique de l'Europe et de sa défense pour accuser sa propre sécurité et la nôtre, car un pays ne peut être libre et respecté que dans la mesure où il participe à l'action et aux responsabilités. Un pays qui remet sa sécurité à la bonne volonté d'un autre ne peut être domestique de l'autre.

Pensez-y Amis et Camarades !

Et en terminant cette brochure, je voudrais vous dire combien j'espère que mon Parti avec lequel depuis 50 ans j'ai participé à tous les combats représente toujours pour moi l'espérance qui va de pair avec la liberté et la démocratie.

"Aller à l'idéal et comprendre le réel".

Une réflexion que j'ai toujours tenue.

Aller à l'idéal c'est être socialiste ; aller à l'idéal c'est vouloir apporter au monde du travail et au monde en général bonheur, solidarité et amitié. Mais comprendre le réel, c'est tenir compte des réalités, tenir compte des réalités ce qui veut dire savoir apprécier à sa juste valeur les événements dans lesquels nous vivons.

Il existe de par le monde deux moyens d'éviter de prendre connaissance du réel. C'est le rêve et la prière. Le rêve et la prière sont deux moyens de s'évader. Nombreux, des hommes pratiquent cette méthode. L'ennui pour les uns et pour les autres, c'est qu'après la prière et le rêve il y a le réveil et au réveil la réalité telle qu'elle est. On a trouvé l'excuse pour retarder l'heure de prendre ses responsabilités, c'est tout.

La liberté, il faut l'avoir perdue pour savoir la valeur qu'elle avait.

Merci Camarades de m'avoir lu, et il me serait agréable de vous lire à mon tour.

Amitiés Socialistes

Coll. Fondation Jean-Jaurès



Imprimerie R. Calingaert - 59160 Lomme

Coll. Fondation Jean-Jaurès

De quoi est né le Socialisme ?

De quoi est né le socialisme ? De la révolte de tous ces sentiments blessés par la vie, méconnus par la société. Le socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine, alors que la société où nous vivons est tout entière fondée sur le privilège. Il est né de la compassion et de la colère que suscitent en tout cœur honnête ces spectacles intolérables : la misère, le chômage, le froid, la faim, alors que la terre, comme l'a dit un poète, produit assez de pain pour nourrir tous les enfants des hommes, alors que la subsistance et le bien-être de chaque créature vivante devraient être assurés par son travail, alors que la vie de chaque homme devrait être garantie par tous les autres. Il est né du contraste, à la fois scandaleux et désolant, entre le faste des uns et le dénuement des autres, entre le labeur accablant et la paresse insolente. Il n'est pas, comme on l'a dit tant de fois, le produit de l'envie, qui est le plus bas des mobiles humains, mais de la justice et de la pitié qui sont les plus nobles.

Refuser l'ordre des choses

On est socialiste à partir du moment où l'on a considéré ce fait essentiel : le patronat et le salariat s'engendrant l'un l'autre et s'opposant l'un à l'autre, à partir du moment où l'on se refuse à accepter ce fait comme nécessaire et éternel, à partir du moment où l'on a cessé de dire : « Bah ! c'est l'ordre des choses ; il en a toujours été ainsi, et nous n'y changerons rien », à partir du moment où l'on a senti que ce soi-disant ordre des choses était en contradiction flagrante avec la volonté de justice, d'égalité, de solidarité qui vit en nous.

LEON BLUM

Coll. Fondation Jean-Jaurès